



## Cinq remarques sur la guerre lancée par les États-Unis et Israël contre l'Iran

**Washington et Tel-Aviv ont ouvert une guerre sans justification claire, sans objectifs atteignables, et sans coalition solide. Les conséquences de cette guerre contre l'Iran menacent désormais de dépasser largement le Moyen-Orient.**

*Auguste Maxime*

sam. 07 mars 2026

En plein milieu de négociations diplomatiques à Genève entre les États-Unis et l'Iran, les forces américano-israéliennes ont lancé l'opération "Epic Fury". L'une des premières actions de cette attaque a été l'élimination du Guide suprême iranien Ali Khamenei. Depuis une semaine, le monde est submergé par un déluge d'informations, d'images et de spéculations. Voici cinq remarques que l'on peut d'ores et déjà formuler sur cette nouvelle guerre au Moyen Orient.

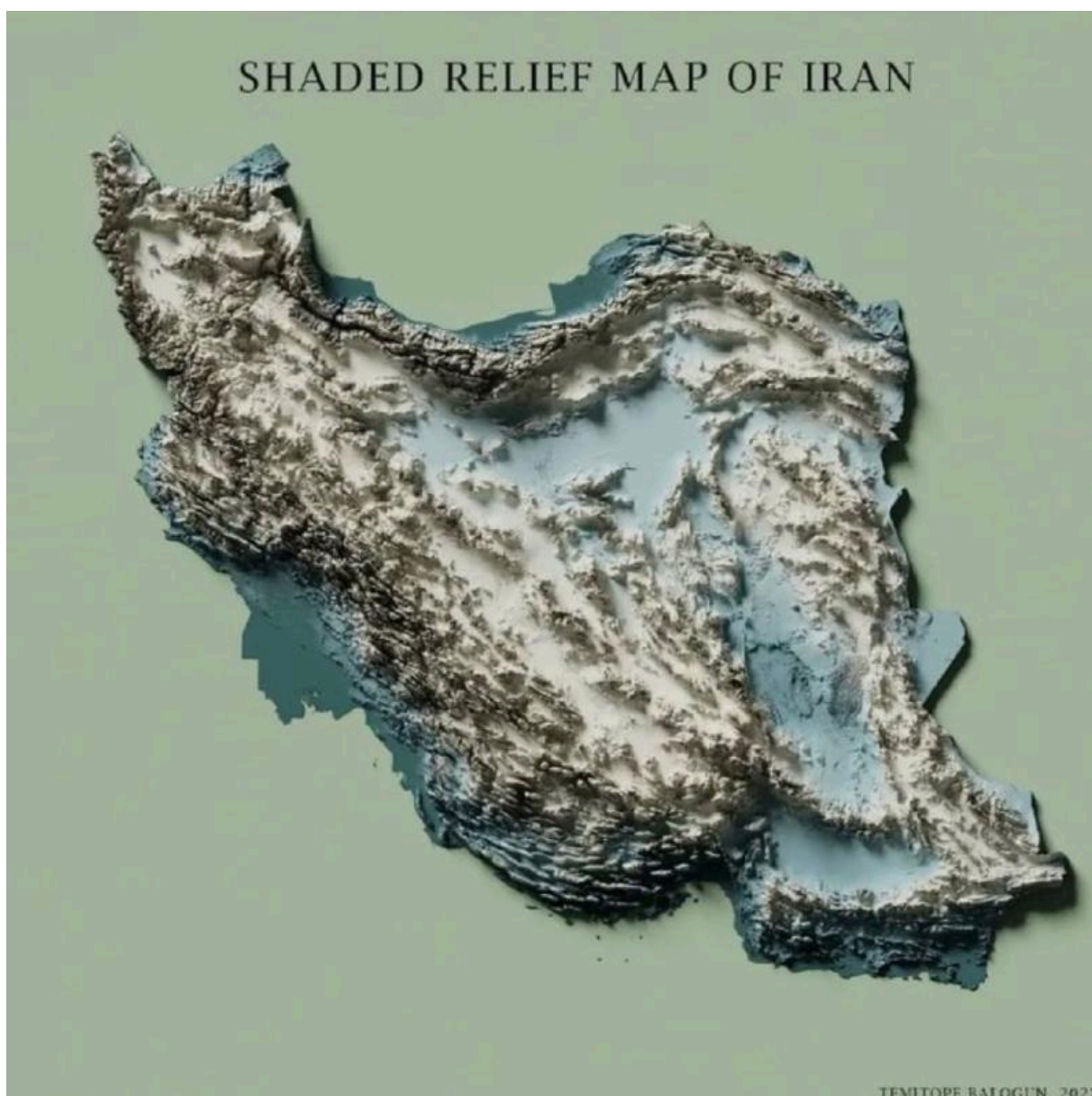
## 1. Les États-Unis sont incapables de justifier cette nouvelle guerre

L'administration Trump n'arrive pas à produire un récit crédible et cohérent pour justifier cette nouvelle guerre contre l'Iran. En 2003, les États-Unis avaient motivé l'invasion de l'Irak par l'existence d'armes de destruction massive. Une opération de communication soigneusement orchestrée avait été mise en place, reposant sur des preuves fabriquées. Même si Washington avait menti au monde entier, il avait pris le soin de présenter une justification simple et intelligible, répétée inlassablement pour rallier l'opinion publique, tant intérieure qu'internationale. Lorsque l'on entre en guerre, il est crucial de « travailler l'opinion publique » pour la vendre. Or, les déclarations américaines se succèdent dans l'incohérence et l'amateurisme. Washington évoque de nouveau un Iran « fonçant vers la bombe », alors que les mêmes responsables assuraient que la guerre de douze jours de juin 2025 avait « oblitéré » le programme nucléaire iranien. Le 25 mars 2025, [Tulsi Gabbard affirmait devant le Congrès](#) que, selon les services de renseignement américains, l'Iran ne développait pas de programme nucléaire militaire. Ces mêmes propos viennent d'être confirmés par le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, [Rafael Grossi](#). Le lundi 2 mars 2026, [Marco Rubio](#), secrétaire d'État, expliquait aux journalistes que les États-Unis avaient mené une frappe préventive parce qu'ils savaient qu'Israël s'apprêtait à attaquer l'Iran et que cette action aurait inévitablement déclenché une riposte iranienne contre les forces américaines dans la région. Le lendemain, [Donald Trump contredisait](#) publiquement cette version : « Non. C'est peut-être moi qui ai forcé leur main », affirmant que c'était l'Iran — et non Israël — qui s'apprêtait à frapper en premier.

## 2. Faute de buts réalisables, les États-Unis vont perdre cette guerre

Les objectifs affichés par Washington se résument en trois points: provoquer un changement de régime, détruire définitivement les capacités nucléaires et balistiques iraniennes, et couper tout soutien à l'Axe de la Résistance (Hamas, Hezbollah, Houthis et autres proxies). Pourtant, la quasi-totalité des experts militaires s'accordent sur le fait que ces objectifs sont inatteignables uniquement par des frappes aériennes. Ces buts nécessitent des troupes au sol que l'administration américaine exclut (pour l'instant). Pour reprendre le cas de l'Irak en 2003, il avait fallu plus de six mois pour mobiliser environ 150 000 à 200 000 hommes avant de lancer l'invasion du pays. Avec ses 1,65 million de km<sup>2</sup>, l'Iran est

bien plus vaste, il fait 2.7 fois la taille de l'Ukraine. Les infrastructures nucléaires et militaires sont profondément dispersées, enterrées, et fortifiées dans tout le pays qui est majoritairement montagneux.



Le relief iranien, dominé par les imposantes chaînes du Zagros et de l'Elbourz transforme le pays en une forteresse naturelle. Crédit : Temitope Balogun, 2022

Même très affaibli, le gouvernement semble pouvoir survivre longtemps et l'exécution du Guide suprême ne semble pas avoir fracturé le régime comme espéré. Au contraire, il est probable que sa mort unisse la population ([effet drapeau](#)) le temps de la guerre. Bien inférieur d'un point de vue militaire, Téhéran mène une guerre asymétrique : essais de drones, missiles de croisière et balistiques, milices régionales prêtes à ouvrir de multiples fronts, harcèlement maritime dans le détroit d'Ormuz.

### 3. Plus le temps passe, plus le conflit risque de se mondialiser

Situé entre l'Iran et Oman, le détroit d'Ormuz constitue un passage maritime stratégique reliant le golfe Persique au golfe d'Oman. À certains endroits, sa largeur minimale n'excède pas 33 kilomètres. Il s'agit de l'un des points de passage les plus critiques au monde : environ 20 à 21 millions de barils par jour y transitent, soit près de 20 % de la consommation mondiale de pétrole, ainsi que près de 20 % du gaz naturel liquéfié. En perturbant la circulation des hydrocarbures dans ce détroit, l'Iran dispose du pouvoir d'étrangler l'artère par laquelle circule le sang de l'économie mondiale. Une hausse prolongée des prix de l'énergie entraînerait une nouvelle vague inflationniste, pouvant provoquer une remontée des taux d'intérêt susceptible d'ébranler les marchés financiers. En Europe, les prix du gaz ont déjà bondi de 25 à 50 % en quelques jours, contraignant l'Union européenne à convoquer des réunions d'urgence sur la gestion des stocks énergétiques. Bruxelles exhorte également l'Ukraine à maintenir le transit du pétrole russe via ses infrastructures, notamment l'oléoduc Druzhba, tandis que Vladimir Poutine évoque ouvertement la possibilité de suspendre ce qui reste des exportations gazières vers l'Union européenne. Plus ce conflit aux répercussions mondiales se prolonge, plus il devient probable qu'un nombre croissant d'acteurs soit incité à y prendre part. La Chine, qui achète 90 % des exportations iraniennes, ne va pas rester les bras croisés face à la perte d'un allié des BRICS, quelques mois après l'enlèvement de Maduro au Venezuela.

### 4. La "relation spéciale" entre les États-Unis et Israël est ouvertement débattue

Donald Trump s'est fait élire en promettant de mettre fin aux « guerres sans fin », une position qui a fortement mobilisé sa base MAGA, largement acquise à une vision isolationniste des États-Unis. À mesure que Trump trahit ses promesses électorales et que le rôle d'Israël apparaît toujours plus clairement dans le déclenchement du conflit, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer l'influence de l'État juif sur la politique étrangère américaine. Pour rappel, c'est le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui souhaite une guerre contre l'Iran et qui l'accuse depuis 1992, d'être sur le point d'accéder de manière imminente à l'arme nucléaire. Sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour le génocide qu'Israël perpétue à Gaza, sa volonté affichée de « libérer le peuple iranien du régime des mollahs » laisse de nombreux observateurs sans voix. Le journaliste Tucker Carlson, ainsi que le politologue John Mearsheimer, évoquent ouvertement la thèse selon laquelle Israël pourrait être impliqué dans la mort de

John F. Kennedy. Ils soulignent tous deux qu'il est le dernier président américain à s'être opposé frontalement à l'État hébreu, lorsque celui-ci cherchait à acquérir la bombe nucléaire illégalement. Que cette thèse soit désormais discutée publiquement par des personnalités influentes est en soi un signe que certains tabous du débat américain sont en train de tomber.

## 5. L'OTAN continue de se fissurer

L'Espagne refuse catégoriquement que ses bases militaires soient utilisées pour des opérations offensives contre l'Iran. Madrid dénonce les frappes comme une violation du droit international et appelle à la désescalade ainsi qu'au retour de la diplomatie. La Turquie, également membre de l'OTAN et voisine de l'Iran, adopte une [posture encore plus critique](#) : elle refuse l'usage de son espace aérien comme de son territoire, qualifie les frappes d'« agression », plaide pour une médiation internationale et veille à préserver ses relations avec Téhéran. Ces positions contrastent avec le soutien poussif du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne. Emmanuel Macron, Friedrich Merz et Keir Starmer [ont condamné les attaques iraniennes](#) « indiscriminées et disproportionnées » contre des pays de la région, tout en soulignant que leurs pays n'avaient pas participé aux frappes offensives américano-israéliennes. Ils ont affirmé leur volonté de « défendre leurs intérêts et ceux de leurs alliés », y compris par des « actions défensives nécessaires et proportionnées » visant à neutraliser les capacités iraniennes de lancement de missiles et de drones « à la source ».

Cette guerre, lancée sans large coalition ni justification claire, expose les faiblesses stratégiques américaines et accélère la multipolarisation du monde. Les coûts énergétiques et humains continuent de monter, et les [fissures au sein de l'OTAN](#) s'élargissent. La suite dépendra de la capacité de Téhéran à résister par des moyens asymétriques — et de la volonté de Donald Trump d'escalader le conflit ou de négocier.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Carlson, Tucker Netanyahu, Benjamin Trump, Donald L'Iran Israël ÉTATS-UNIS BRICS